



La banque de demain dès aujourd'hui

Communication financière

Résultats au 31 / 12 / 2017

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II - Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le Mercredi 28 Mars 2018, à 11 Heures

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation ;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
4. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
5. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés ; anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 ;
9. Démission d'administrateur ;
10. Ratification de la cooptation d'administrateurs ;
11. Renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ;
12. Pouvoirs.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agréé cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le Mercredi 28 Mars 2018, à partir de 10H30 minutes.

Il est à rappeler à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2017 seront publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- L'hebdomadaire « Finances News hebdo » du jeudi 22/02/2018 ;
- L'hebdomadaire « La Vie Eco » du vendredi 23/02/2018.

Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tél. : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire

Date : 28 Mars 2018

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2017, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2017, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire 445 539 429 dirhams pour les comptes sociaux. L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2017.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 472 740 180 dirhams, est de 896 002 638 dirhams.
- Décide de fixer le montant du dividende à :
 - Un dividende ordinaire de 14 dirhams l'action.
 - Un dividende exceptionnel de 2 dirhams l'action.
- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2017 s'élève à 425 729 360 dirhams,
- Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de 470 273 278 dirhams.

Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2018.

Récapitulatif de l'affectation des résultats :

(Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	445 539 429
Déduction des pertes antérieures	0
Solde s'élevant à	445 539 429
Réserve légale (-)	22 276 971
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	472 740 180
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	896 002 638
Dividende ordinaire par action	14
Dividende exceptionnel par action	2
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	425 729 360
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	470 273 278

Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2018.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2017.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIEME RESOLUTION : DEMISSION D'ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires prend acte de la démission de M. Omar LAHLOU de son poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration du CIH.

HUITIEME RESOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D' ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la cooptation de Mme Latifa ECHIHABI, Secrétaire Générale de la CDG, en remplacement de M. Mohamed Amine BENHALIMA, pour la durée restante du mandat de son prédécesseur, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la cooptation de M. Khalid EL HATTAB, Directeur du Pôle Finances de la CDG, en remplacement de M. OMAR LAHLOU, pour la durée restante du mandat de son prédécesseur, qui prendra fin à soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

NEUVIEME RESOLUTION : RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de M. Faïçal MEKOUAR, Cabinet Fidaroc Grant Thornton, en qualité de Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2018, 2019 et 2020), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2020.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de M. Abdelaziz ALMECHATT, Cabinet Coopers Audit Maroc, en qualité de Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2018, 2019 et 2020), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2020.

DIXIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
 - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
 - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes.
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles.

Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Étanchéité, électricité, pré-cablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Équipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins financières telles que les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

Les biens faisant l'objet de contrats de location simple ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les loyers constituent une charge.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un actif financier peut être défini comme :

- Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
- Un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
- Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales et entreprises associées, à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

Évaluation des titres

La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

Actifs et passifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente.

Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Activité de crédit

Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dépréciation des Créances

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les événements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :

- Des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
- Une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
- Une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
- Des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :
 - Des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteint leurs limites de crédit,

- Des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :

- Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
- Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :

- Qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- Que même lorsqu'une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :

- Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- Les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables « gains ou pertes latents ou différés ». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-valeur latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

Dépréciation

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

Dettes

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres

actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- ou
- Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
 - ou
 - Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- Prime de fin de carrière ;
- Prime d'ancienneté ;
- Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à prestations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-17	31-Décembre-16	31-Décembre-17	31-Décembre-16
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,30%	5,40%	4,80%	4,85%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 854	1 824	1 854	1 824
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,1% et 1,3%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe..

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2017

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients
- Goodwill;
- Provisions pour risques et charges
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure 'Entité Structurée' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts. Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2017*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	485,3
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	442,0

*En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

- L'activité banque ;
- L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
- Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

Modalité d'exercice de la Direction Générale :

- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

ROLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

ROLE DES STRUCTURES ET COMITES SPECIALISES DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTROLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Les structures

- Le pôle Risques composé de la Direction des Engagements et la Direction des Risques ;
- Le Pôle Conformité ;
- La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques ;
- Le Comité du Contrôle Interne ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit ;
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité de Conformité ;
- Le Comité des risques opérationnels.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH.

A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

MAÎTRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'événements majeurs.

CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :

- Un modèle de notation pour la promotion immobilière;
- Un modèle de notation pour les entreprises;
- Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels;
- Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

PRINCIPES DE BASE RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DE CREDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CREDIT

DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CREDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit

La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2017, reflète :

- Le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 45% du total des encours hors contentieux;
- La forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la construction et à l'acquisition de logements représentent 62 % des encours hors contentieux;

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits (55%).

Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 3,03 milliards de Dirhams au 31 décembre 2017.

Le taux de CES s'établit à 5,63 % au 31 décembre 2017.

II. RISQUE OPERATIONNEL

DEFINITION DU RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel. Ce progiciel permet une gestion des déclarations d'incidents, la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

LE PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

III. RISQUE DE MARCHÉ

DEFINITION DU RISQUE DE MARCHÉ

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

ROLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

ROLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2017, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -229 millions DH soit -4,6% des fonds propres réglementaires.

EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2017

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
- Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :

- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

V. RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

Au 31 décembre 2017, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 4,95 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 16,07%.

Les fonds propres de catégorie 1 s'établissent 3,26 milliards de dirhams intégrant 3,44 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1 et de 755 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués. Les déductions opérées sur les fonds propres de base concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 147 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 790 millions de dirhams.

Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 10,60%.

Les fonds propres de catégorie 2 s'établissent à 1,68 milliards de dirhams composés principalement

d'emprunts obligataires pour un montant de 1,91 milliards de dirhams. Les déductions opérées sur les fonds propres de catégorie 2 concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 36 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 195 millions de dirhams.

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2017 représentent 27,74 milliards de dirhams soit 90% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 2,22 milliards de dirhams.

Risque de marché Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2017 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 11,59 millions de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2016 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 13,05 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 2,89 milliards de dirhams au 31 Décembre 2017 pour une exigence en fonds propres de 231 millions de dirhams.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2017

Le Conseil d'Administration réuni le 14/02/2018 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2017
Bénéfice de l'exercice	445 539 429
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	445 539 429
Réserve légale (-)	22 276 971
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	472 740 180
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	896 002 638
Dividende par action	14
Dividende exceptionnel par action	2
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	425 729 3 60
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	470 273 278

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 14 dirhams par action et un dividende exceptionnel de 2 dirhams par action. Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2018.

BILAN CONSOLIDE

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/17	31/12/16
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.333.425	1.586.200
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.525.718	1.161.522
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	970.911	694.592
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.093.461	922.441
6. Prêts et créances sur la clientèle	40.352.316	36.726.375
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	2.487.693	2.480.637
9. Actifs d'impôt exigible	312.484	340.396
10. Actifs d'impôt différé	88.481	10.334
11. Comptes de régularisation et autres actifs	870.894	935.798
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprise mises en équivalence	507.858	593.476
14. Immeubles de placement	1.082.207	993.542
15. Immobilisations corporelles	1.423.539	1.065.790
16. Immobilisations incorporelles	268.247	233.514
17. Ecarts d'acquisition	299.428	174.884
Total de l'Actif	53.616.662	47.919.501

BILAN CONSOLIDE

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/17	31/12/16
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	268	12
2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Dettes envers les établissements de crédit assimilés	2.259.676	2.611.686
5. Dettes envers la clientèle	31.935.217	28.447.096
6. Titres de créance émis	10.159.482	8.057.118
7. Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Passifs d'impôt exigible	253.378	266.269
9. Passifs d'impôt différé	163.251	85.798
10. Comptes de régularisation et autres passifs	1.260.483	1.024.890
11. Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12. Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
13. Provisions	241.732	234.256
14. Subventions et fonds assimilés	-	-
15. Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2.050.200	2.051.159
16. Capitaux propres	5.292.974	5.141.217
17. Capitaux propres part du groupe	4.977.457	4.915.333
18. Capital et réserves liées	2.660.809	2.660.809
19. réserves consolidées	1.872.842	1.811.601
20. Gains ou pertes latents ou différés	8.037	8.403
21. résultat de l'exercice	435.770	434.519
22. Intérêts minoritaires	315.517	225.884
Total du Passif	53.616.662	47.919.501

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2017

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
1. + Intérêts et produits assimilés	2.464.589	2.368.382
2. - Intérêts et charges assimilés	(923.790)	(887.891)
3. MARGE D'INTERET	1.540.799	1.480.491
4. + Commissions (produits)	307.247	288.817
5. - Commissions (charges)	(12.784)	(13.593)
6. MARGE SUR COMMISSIONS	294.464	275.225
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	32.695	6.687
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	25.844	18.913
9. + Produits des autres activités	693.911	540.815
10. - Charges des autres activités	(551.805)	(474.936)
11. PRODUIT NET BANCAIRE	2.035.907	1.847.194
12. - Charges générales d'exploitation	(1.199.488)	(974.714)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(117.817)	(120.692)
14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	718.601	751.788
15. Coût du risque	(58.127)	(116.142)
16. RESULTATS D'EXPLOITATION	660.474	635.647
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	23.094	26.292
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	49.402	30.321
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	(96.174)	-
20. RESULTAT AVANT IMPOT	636.796	692.260
21. - Impôt sur les résultats	(214.318)	(247.995)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
23. RESULTAT NET	422.478	444.265
24. Intérêts minoritaires	13.292	(9.745)
25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE	435.770	434.519
26. Résultat de base par action en dirham	16,4	16,3
27. Résultat dilué par action en dirham	16,4	16,3

GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
dividendes reçus et produits sur AFS	19.875	17.672
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	1.571	1.189
Dépréciation durable	200	(101)
Reprise de dépréciation	4.198	155
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	25.844	18.913

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Charges de personnel	595.470	537.725
Impôts et taxes	32.710	27.727
Services extérieurs et autres charges	571.308	409.262
Charges d'exploitation	1.199.488	974.714

INFORMATION SECTORIELLE

(en milliers MAD)

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 31/12/2017
TOTAL BILAN	47.911.077	6.364.869	1.777.834	(2.437.119)	53.616.662
Dont					
ELEMENTS D'ACTIF					
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service	1.325.640	7.416	38.403	(38.033)	1.333.425
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.474.283	4.094	55.986	(440.902)	2.093.461
Prêts et créances sur la clientèle	34.388.505	5.207.620	935.096	(178.905)	40.352.316
Immobilisations corporelles	982.403	97.864	343.272	-	1.423.539
Immobilisations incorporelles	249.098	18.889	261	-	268.247
ELEMENTS DU PASSIF					
Dettes envers les établissements de crédit assimilés	916.602	1.596.659	202.448	(456.033)	2.259.676
Dettes envers la clientèle	29.960.213	1.420.396	775.092	(220.485)	31.935.217
Titres de créance émis	8.494.375	1.665.107	-	-	10.159.482
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2.043.329	136.890	-	(130.019)	2.050.200
CAPITAUX PROPRES	4.767.615	358.107	(170.968)	338.220	5.292.974

COMPTE DE RESULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 31/12/2017
Marge d'intérêt	1.250.364	250.537	(2.385)	42.283	1.540.799
Marge sur commission	246.517	67.890	(7.497)	(12.447)	294.464
Produit net bancaire	1.706.622	363.710	74.972	(109.397)	2.035.907
Résultat d'exploitation	536.910	123.908	14.095	(14.438)	660.474
Résultat net	418.021	44.611	(780)	(39.374)	422.478
Résultat net part du Groupe	418.021	44.611	(780)	(26.082)	435.770

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/17	31/12/16
1. Résultat avant impôts	636.796	692.260
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	565.962	508.433
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	64	(441)
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	105.817	51.325
5. +/- Dotations nettes aux provisions	30.665	48.876
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(23.094)	(26.292)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(32.070)	(6.697)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(16.391)	(9.429)
9. +/- Autres mouvements	(85.764)	(66.000)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	545.188	499.775
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(1.674.062)	(127.147)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(175.364)	294.854
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(614.316)	(1.256.494)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	157.616	(364.295)
15. - Impôts versés	(224.544)	(244.054)
16. = Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	(2.530.671)	(1.697.136)
17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	(1.348.687)	(505.101)
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	79.543	700.437
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	(88.733)	(93.597)
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(607.103)	(565.014)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	(616.294)	41.826
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(254.870)	(180.611)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	2.105.033	(153.151)
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	1.850.163	(333.762)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	(114.818)	(797.037)

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/17	31/12/16
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	1.823.615	2.620.651
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1.586.187	2.188.461
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	237.427	432.190
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	1.708.797	1.823.615
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1.333.158	1.586.187
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	375.639	237.427
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(114.818)	(797.037)

DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/2017	31/12/2016
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	2.000.000	2.000.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	50.200	51.159
TOTAL	2.050.200	2.051.159

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-17		Déc-16		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	100%	100%	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	24%	24%	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	34%	34%	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	66%	66%	66%	66%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	66%	66%	66%	66%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	89%	89%	89%	89%	Intégration globale
Umnia Bank	Maroc	40%	100%	40%	100%	Intégration globale
Ghosn Ennakhil	Maroc	100%	100%	-	-	Intégration globale
Sangho	Maroc	100%	100%	-	-	Intégration globale
Ajarinvest	Maroc	40%	40%	-	-	Mise en équivalence
Crédilog 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2017

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2016	2.660.809	-	-	2.266.884	8.403	4.936.096	225.884	5.161.980
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	(18.692)	-	(18.692)	-	(18.692)
Autres mouvements	-	-	-	(2.072)	-	(2.072)	-	(2.072)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2016	2.660.809	-	-	2.246.120	8.403	4.915.332	225.884	5.141.217
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	119.865	119.865
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(372.513)	-	(372.513)	(16.940)	(389.453)
Résultat de l'exercice	-	-	-	435.770	-	435.770	(13.292)	422.478
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	(366)	(366)	-	(366)
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	(366)	(366)	-	(366)
Variation de périmètre	-	-	-	(114)	-	(114)	-	(114)
Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2017	2.660.809	-	-	2.309.263	8.037	4.978.109	315.517	5.293.625
Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	(1.577)	-	(1.577)	-	(1.577)
Autres mouvements	-	-	-	926	-	926	-	926
Capitaux propres corrigés au 31 Décembre 2017	2.660.809	-	-	2.308.611	8.037	4.977.457	315.517	5.292.974

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2017	Valeur brute au 31/12/2016
A vue	1.204.724	542.862
Comptes ordinaires	350.834	120.028
Prêts et comptes au jour le jour	-	171.403
Valeurs reçues en pension au jour le jour	505.848	-
Autres prêts et créances	348.041	251.431
A terme	889.036	379.855
Prêts et comptes à terme	884.943	372.890
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	4.094	6.965
Autres prêts et créances	-	-
Total Brut	2.093.760	922.717
Dépréciation	298	276
Total Net	2.093.461	922.441

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

	Valeur brute 31/12/16	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/17
Valeur brute	554.344	873	175.086	147.033	583.270
Amortissement & dépréciation	320.830	634	39.504	45.946	315.023
Net	233.514				268.247

GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/16	Augmentation	Diminution	Impact Variation Périmètre	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/17
Valeur brute	179.384	-	300	-	-	-	303.628
Jbilet (fonds commercial)	2.000	-	-	-	-	-	2.000
Belle-vue	2.200	-	-	-	-	-	2.200
Somical (fonds commercial)	300	-	300	-	-	-	-
Sofac	174.884	-	-	-	-	-	174.884
SANGHO	-	-	-	124.543	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	4.500	-	300	-	-	-	4.200
Jbilet (fonds commercial)	2.000	-	-	-	-	-	2.000
Somical (fonds commercial)	300	-	300	-	-	-	-
Belle-vue	2.200	-	-	-	-	-	2.200
Valeur nette au bilan	174.884	-	-	-	-	-	299.428

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/17	Total 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	41.565	5.532.347	11.385.138	16.959.050	15.781.819
Comptes d'épargne	-	-	-	4.773.462	4.773.462	4.411.988
Dépôts à terme	64.320	424.500	830.729	5.688.151	7.007.699	5.592.263
Autres comptes créditeurs	-	74.426	-	2.260.448	2.334.874	1.604.292
Intérêts courus à payer	884	1.401	5.343	77.411	85.039	75.228
Autres dettes envers la clientèle	-	768.773	-	6.319	775.092	981.505
TOTAL	65.204	1.310.666	6.368.419	24.190.928	31.935.217	28.447.096

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/17	Total 31/12/16
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	600.000	113.383	3.782.993	163.453	4.659.829	3.114.199
- Comptes à vue débiteurs	-	98.329	1.576.566	34.313	1.709.208	1.131.529
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	478.159	-	478.159	210.135
- Crédits à l'exportation	-	-	18.843	-	18.843	2.291
- Autres crédits de trésorerie	600.000	15.053	1.709.425	129.140	2.453.619	1.770.244
Crédits à la consommation	-	-	-	6.063.892	6.063.892	5.350.102
Crédits à l'équipement	200.000	-	2.012.049	234.782	2.446.831	1.916.039
Crédits immobiliers	-	-	7.606.749	17.834.533	25.441.283	25.079.012
Autres crédits	-	294.156	8.076	24.300	326.533	94.124
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à recevoir	5.343	69	28.059	18.950	52.422	26.564
Créances en souffrance	-	32	702.123	2.146.554	2.848.709	2.549.433
Dépréciation	-	13	460.909	1.034.029	1.494.951	1.406.736
- Sur base individuelle	-	13	281.217	1.001.923	1.283.153	1.173.240
- Sur base collective	-	-	179.693	32.106	211.799	233.496
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	7.769	7.769	3.638
TOTAL	805.343	407.628	13.679.141	25.460.204	40.352.316	36.726.375

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Total 31/12/17	Total 31/12/16
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc	Etablis de crédit à l'étranger		
Comptes ordinaires créditeurs	-	109.442	1.884	8.080	119.405	33.869
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	1.289.638	-	-	1.289.638	400.000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	1.289.638	-	-	1.289.638	400.000
Emprunts financiers	3.967	24.526	141.825	213.599	383.918	2.081.183
Autres dettes	12.671	446.732	-	2.274	461.677	86.325
Intérêts courus à payer	-	1.902	-	3.135	5.038	10.308
TOTAL	16.639	1.872.241	143.709	227.088	2.259.676	2.611.686

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/16	Augmentation	Diminution	31/12/17
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	5.587.400	5.488.700	3.082.400	7.993.700
Intérêts courus non échus	93.960	119.287	77.465	135.782
Emprunts obligataires	1.179.990	-	73.330	1.106.660
Intérêts courus non échus	35.048	33.037	35.048	33.037
Autres dettes représentées par un titre	1.120.144	-	261.978	858.166
Intérêts courus non échus	40.577	32.137	40.577	32.137
TOTAL	8.057.118	5.673.161	3.570.798	10.159.482

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2017

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES

COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Résultat net	422.478	444.265
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	564	702
Ecart de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(366)	2.733
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	930	(2.031)
Éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	423.042	444.966
Part du groupe	436.334	435.221
Part des minoritaires	(13.292)	9.745

VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2017		31 Décembre 2016	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	551.951	-	426.240	-
Banques centrales, CCP	781.474	268	1.159.960	12
Total	1.333.425	268	1.586.200	12

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Actifs d'impôt différé	88.481	10.334
Passifs d'impôt différé	163.251	85.798
Position nette	(74.770)	(75.464)

IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variation de périmètre	Valeur brute au 31/12/2017	Juste valeur au 31/12/2017
Valeur brute	1.232.182	149.344	177.698	125.441	1.329.270	
Amortissement & Dépréciation	238.640	20.781	12.358	-	247.063	1.432.078
Net	993.542				1.082.207	

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2017	Valeur 31/12/2016
Titres à revenus variables	568.602	574.930
Cotés	410.745	428.657
Non cotés	157.857	146.272
Titres à revenus fixes	121.508	-
Cotés		
Non cotés	121.508	-
Autres (parts opcv)	280.801	119.663
Total	970.911	694.592
Dont gains et pertes latents	8.037	8.403
Dont provisions pour dépréciation	201.566	201.689

ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges

Détail des charges	31/12/17	31/12/16
Salaires	280.798	246.142
Indemnités diverses	190.185	174.252
Cotisations sociales	109.557	107.360
Autres charges de personnel	14.929	9.970
Total	595.470	537.725

Effectif fin de période

Effectif fin de période	31/12/17	31/12/16
Employés	876	679
Cadres	1.482	1.342
Total	2.358	2.021

Avantages au personnel

Montant (Provisions) au 1er janvier 2016	(155.378)
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(13.616)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	8.782
OCI	(3.224)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2016	(163.436)
Montant (Provisions) au 1er janvier 2017	(163.436)
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(6.509)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	6.361
OCI	1.477
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2017	(162.107)

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/16	Impact variation périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/17
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.737	-	129	1.193	673
Provisions pour affaires sociales	14.611	-	5.323	5.909	14.024
Provisions pour autres risques et charges	54.472	6.575	9.191	5.310	64.928
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	163.436	-	5.032	6.361	162.107
TOTAL	234.256	6.575	19.675	18.774	241.733

Ventilation des provisions	31/12/16	31/12/17
Court terme	-	-
Long terme	234.256	241.733
TOTAL	234.256	241.733

MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Sur opérations avec les établissements de crédits	34.922	20.549
Sur opérations avec la clientèle	2.330.525	2.259.668
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1.548	5.648
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	96.248	81.536
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1.346	981
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	2.464.589	2.368.382
Sur opérations avec les établissements de crédits	68.417	75.621
Sur opérations avec la clientèle	396.695	396.776
Actifs financiers disponibles à la vente	48.965	35.162
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	11.413	2.476
Sur dettes représentées par titres	310.343	325.731
Sur dettes subordonnées	80.240	52.124
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	7.716	-
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Charges d'intérêts	923.790	887.891

COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	2.033	5.049	(3.017)	-	5.082	(5.082)
Sur opérations avec la clientèle	73.323	-	73.323	68.331	-	68.331
Sur opérations sur titres	209	-	209	267	-	267
Sur opération de change	7.561	-	7.561	5.548	-	5.548
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	224.121	7.734	216.387	214.671	8.511	206.161
- Produits nets de gestions d'OPCVM	9.945	-	9.945	8.844	-	8.844
- Produits nets sur moyens de paiement	85.122	-	85.122	80.441	-	80.441
- Autres	129.055	7.734	121.320	125.387	8.511	116.876
Produits nets des commissions	307.247	12.784	294.464	288.817	13.593	275.225

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-17	31-déc-16
Engagement net	62.142	58.976	99.966	104.460
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	62.142	58.976	99.966	104.460

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/17	31/12/16	31/12/17	31/12/16
Sensibilité de l'engagement	-7%	-7%	-5%	-5%
Sensibilité du coût des services	-10%	-10%	-8%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	11%	10%	21%	14%

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2017

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/17	31/12/16
Engagements de financements et de garantie donnés	11.910.907	5.248.836
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	102.317	152.455
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	102.317	152.455
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5.587.791	3.977.269
- Crédits documentaires import	409.216	173.382
- Acceptations ou engagements de payer	199.365	52.345
- Ouvertures de crédit confirmés	4.301.103	3.425.150
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	39.547	5.733
- Autres engagements de financement donnés	638.559	320.659
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5.417.274	824
- Crédits documentaires export confirmés	866	824
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	5.416.409	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	803.524	1.118.288
- Garanties de crédits données	794.725	513.473
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	377.209
- Autres cautions et garanties données	-	218.784
- Engagements en souffrance	8.799	8.822
Engagements de financements et de garantie reçus	6.090.214	5.959.990
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	6.090.214	5.959.990
- Garanties de crédits	6.090.214	5.959.990
- Autres garanties reçues	-	-

COÛT DU RISQUE (en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Dotations aux provisions	345.043	411.843
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	328.345	403.674
Provisions pour dépréciation des titres AFS	120	-
Provisions pour risques et charges	16.579	8.169
Reprise de provisions	282.167	311.244
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	273.026	308.137
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	9.141	3.107
Variation des provisions	62.876	100.599
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	64.900	85.169
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	(69.649)	(69.626)
Autres pertes	-	-
Coût du risque	58.127	116.142

ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2017	Valeur 31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Actif représentatifs de contrats en unités de comptes	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations, Bons du Trésor et autres titres à revenus fixes	1.522.535	1.161.522
Titres Cotés	-	-
Titres Non cotés	1.522.535	1.161.522
Actions et Autres Titres à revenus variables	3.183	-
Titres Cotés	3.183	-
Titres Non cotés	-	-
Instruments dérivés	-	-
Créances rattachées	-	-
Juste Valeur au Bilan	1.525.718	1.161.522

PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS (en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	48.593	8.098
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	(21.455)	(9)
variations de juste valeur des immeuble de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	(14.636)	(17.589)
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	644.411	532.565
Autres charges	(514.806)	(457.186)
Produits et Charges des autres activités	142.106	65.878

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	(117.817)	(120.692)
Dotations aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	(117.817)	(120.692)

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS (en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	21.817	7.669
Plus-values de cession	22.117	8.160
Moins-values de cession	(300)	(490)
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	27.585	22.651
Gains ou pertes nets sur autres actifs	49.402	30.321

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS (en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Charge d'impôts exigibles	261.512	273.554
Charge d'impôts différés	(47.194)	(25.559)
Charge d'impôts de la période	214.318	247.995

	31/12/17	31/12/16
Résultat avant impôts et résultats des sociétés MEE	613.701	665.967
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	227.070	246.408
Ecart taux mère/filiales	(1.059)	(196)
Effet différences permanentes	(11.692)	1.783
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge effective d'impôts	214.318	247.995

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ (en milliers MAD)

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net part du Groupe	435.770	434.519
Nombre d'actions ordinaires émises	26.608.085	26.608.085
Résultat par action de base et dilué en DH	16,4	16,3

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE (en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
Maghreb Titrisation	3.036	2.893	19.884	16.602	704
Maroc Leasing	505.125	74.618	11.960.612	3.343.873	25.379
Ajarinvest	(303)	(7.471)	725	-	(2.988)
Total	507.858	70.040	11.981.222	3.360.475	23.094

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passif à la juste valeur par le résultat	32.653	6.682
Plus ou moins values latentes sur actifs/passif à la juste valeur par le résultat	-	-
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	-	-
Inefficacité des couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité des couverture de flux de trésorerie	42	5
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	32.695	6.687

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc**COOPERS AUDIT**83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc**Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca****RESUME DU RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 292 974 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 422 478.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2017, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 15 février 2018

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
AssociéFIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International (ST)
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 0522 64 48 00 - Fax: 05 22 23 65 79

COOPERS AUDIT

COOPERS AUDIT MAROC
Siège: 83 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour
CASABLANCA
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Abdelaziz ALMECHATTI
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH arrêté au 31 décembre 2017 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

BILAN

Actif	DEC-17	DEC-16
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.245.905	1.583.420
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.347.659	1.217.428
- A vue	1.039.965	422.388
- A terme	1.307.695	795.040
Créances sur la clientèle	33.917.834	30.683.215
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	5.736.203	4.009.973
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	2.576.615	1.955.198
- Crédits et financements participatifs immobiliers	24.212.135	23.721.172
- Autres crédits et financements participatifs	1.392.881	996.871
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	2.135.222	1.523.325
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	1.522.535	1.131.945
- Autres titres de créance	121.548	29.577
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	491.139	361.803
Autres actifs	960.223	948.658
Titres d'investissement	2.487.693	2.480.637
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2.487.693	2.480.637
- Autres titres de créance	-	-
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	1.722.463	1.637.136
- Participations dans les entreprises liées	643.948	564.013
- Autres titres de participation et emplois assimilés	1.078.515	1.073.123
- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	130.019	130.019
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	155.787	222.346
Immobilisations corporelles	1.917.769	1.820.623
Immobilisations données en Ijara	-	-
Total de l'Actif	47.020.574	42.246.807

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat

A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.

Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31 12 2017 une provision pour risques généraux d'un montant de 180 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation

(en milliers MAD)

Passif	DEC-17	DEC-16
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	774.776	833.964
- A vue	554.075	161.180
- A terme	220.701	672.785
Dépôts de la clientèle	29.778.539	26.517.766
- Comptes à vue créditeurs	17.116.616	15.950.535
- Comptes d'épargne	4.773.462	4.411.988
- Dépôts à terme	7.125.595	5.667.492
- Autres comptes créditeurs	762.866	487.751
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	8.494.375	7.113.223
- Titres de créance négociables	6.464.375	4.737.465
- Emprunts obligataires	1.139.697	1.215.038
- Autres titres de créance émis	890.303	1.160.720
Autres passifs	1.129.823	966.216
Provisions pour risques et charges	247.370	292.123
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	2.043.329	2.044.179
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	973.273	950.675
Capital	2.660.809	2.660.809
- Actionnaires. Capital non versé [-]	-	-
Report à nouveau (+/-)	472.740	415.887
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-0	-0
Résultat net de l'exercice (+/-)	445.539	451.964
Total du passif	47.020.574	42.246.807

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-17	DEC-16
ENGAGEMENTS DONNES	11.871.359	5.234.282
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	102.317	152.455
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5.548.244	3.971.536
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5.417.274	824
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	803.524	1.109.466
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	6.090.214	5.959.990
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	6.090.214	5.959.990
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-17	DEC-16
+ Intérêts et produits assimilés	1.988.376	1.878.442
- Intérêts et charges assimilées	743.498	696.985
MARGE D'INTERET	1.244.878	1.181.457
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara		
+ Commissions perçues	231.503	224.232
- Commissions servies	15.011	9.616
Marge sur commissions	216.492	214.616
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	33.235	6.609
+ Résultat des opérations sur titres de placement	5.205	-1.411
+ Résultat des opérations de change	35.751	25.342
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	74.192	30.540
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	176.083	138.535
- Diverses autres charges bancaires	58.733	48.003
PRODUIT NET BANCAIRE	1.652.911	1.517.146
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	77	2.974
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	48.065	28.129
- Autres charges d'exploitation non bancaire	300	359
- Charges générales d'exploitation	956.203	927.061
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	744.551	620.830
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-86.816	68.414
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	36.745	-29.969
RESULTAT COURANT	694.480	659.274
RESULTAT NON COURANT	-49.111	9.529
- Impôts sur les résultats	199.829	216.839
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	445.539	451.964

Libellé	DEC-17	DEC-16
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	445.539	451.964
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	100.599	116.608
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	1.845	30.078
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	44.076	36.819
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	21.865	8.063
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	300	359
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	2.830
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	482.343	551.297
- Bénéfices distribués	372.513	372.513
AUTOFINANCEMENT	109.830	178.783

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2 ^{ème} SEMESTRE 2017	1 ^{er} SEMESTRE 2017	2 ^{ème} SEMESTRE 2016
1.223.988	1.260.958	1.151.440

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-17	DEC-16
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2.484.946	2.292.595
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	48.850	24.790
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1.846.253	1.762.055
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	93.273	91.598
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	131.340	121.512
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	223.942	218.685
Autres produits bancaires	141.288	73.956
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	832.035	775.448
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	49.579	41.912
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	383.576	329.342
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	310.343	325.731
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	88.537	78.463
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1.652.911	1.517.146
Produits d'exploitation non bancaire	48.065	30.959
Charges d'exploitation non bancaire	300	359
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	956.203	927.061
Charges de personnel	477.936	471.959
Impôts et taxes	24.114	24.932
Charges externes	331.815	290.359
Autres charges générales d'exploitation	21.738	23.203
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	100.599	116.608
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES	317.629	295.531
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	296.933	187.449
Pertes sur créances irrécouvrables	5.648	37.093
Autres dotations aux provisions	15.049	70.989
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	267.636	334.119
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	154.735	231.876
Récupérations sur créances amorties	61.030	61.079
Autres reprises de provisions	51.871	41.164
RESULTAT COURANT	694.480	659.274
Produits non courants	26.855	22.587
Charges non courantes	75.966	13.057
RESULTAT AVANT IMPOTS	645.369	668.804
Impôts sur les résultats	199.829	216.839
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	445.539	451.964

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	.DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	.TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	.TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	.ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	.COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers MAD)

	déc-17	déc-16
Produits d'exploitation bancaire perçus	2.395.427	2.226.208
Récupérations sur créances amorties	61.030	61.079
Produits d'exploitation non bancaire perçus	53.055	42.652
Charges d'exploitation bancaire versées	-837.563	-812.385
Charges d'exploitation non bancaire versées	-75.966	-13.057
Charges générales d'exploitation versées	-855.603	-810.453
Impôts sur les résultats versés	-199.829	-216.839
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	540.550	477.205
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1.130.232	198.711
Créances sur la clientèle	-3.377.881	-2.650.513
Titres de transaction et de placement	-608.263	-1.226.511
Autres actifs	-19.061	-169.080
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-59.188	-63.205
Dépôts de la clientèle	3.260.773	3.558.356
Titres de créance émis	1.381.152	-1.445.307
Autres passifs	163.606	-196.572
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-389.093	-1.994.119
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	151.457	-1.516.914
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	2.758.258
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	259.755	57.254
Acquisition d'immobilisations financières	-85.250	-2.183.536
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-376.729	-410.804
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	85.765	66.000
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-116.459	287.172
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	1.000.847
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-372.513	-372.513
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-372.513	628.334
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	-337.516	-601.408
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1.583.420	2.184.829
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1.245.905	1.583.420

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés financiers	Emetteurs privés non financiers	Total 31/12/17	Total 31/12/16
TITRES COTES	1.711	-	76.061	1.493	79.265	2.647
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	74.983	-	74.983	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.711	-	1.079	1.493	4.283	2.647
TITRES NON COTES	-	3.959.007	489.609	30.241	4.478.858	3.960.465
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	3.959.007	-	-	3.959.007	3.586.644
OBLIGATIONS	-	-	14.656	30.241	44.898	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	29.577
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	474.953	-	474.953	344.244
ICNE	-	51.220	13.571	-	64.792	40.850
TOTAL	1.711	4.010.228	579.242	31.735	4.622.915	4.003.962

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

(en milliers MAD)

	2017	2016	2015
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	4.552.362	4.479.335	4.399.884
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1 - Produit net bancaire	1.652.911	1.517.146	1.461.576
2 - Résultat avant impôts	645.369	668.804	731.784
3 - Impôts sur les résultats	199.829	216.839	260.772
4 - Bénéfices distribués	372.513	372.513	425.729
5 - Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	472.740	415.887	340.939
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	16,74	16,99	17,70
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	16
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	477.936	471.959	445.442
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/17	Total 31/12/16
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	600.000	113.383	3.853.098	163.453	4.729.934	3.182.657
- Comptes à vue débiteurs	-	98.329	1.585.696	34.313	1.718.339	1.132.219
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	478.159	-	478.159	210.135
- Crédits à l'exportation	-	-	18.843	-	18.843	2.291
- Autres crédits de trésorerie	600.000	15.053	1.770.399	129.140	2.514.593	1.838.012
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	-	997.985	997.985	820.192
- Crédits à la consommation	-	-	-	997.985	997.985	820.192
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	200.000	-	2.119.951	234.782	2.554.733	1.948.185
- Crédits à l'équipement	200.000	-	2.119.951	234.782	2.554.733	1.948.185
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	-	7.397.154	16.805.762	24.202.916	23.716.578
- Crédits à l'équipement	-	-	7.397.154	16.805.762	24.202.916	23.716.578
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	294.156	8.076	118	302.351	75.910
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	5.343	69	28.958	5.085	39.455	18.739
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	15	318.870	771.576	1.090.461	920.957
- Créances pré-douteuses	-	-	65.303	235.547	300.851	289.987
- dont créances pré-douteuses sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
- Créances douteuses	-	-	15.740	139.067	154.807	143.960
- dont créances douteuses sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
- Créances compromises	-	15	237.827	396.962	634.803	487.006
- dont créances compromises sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	805.343	407.623	13.726.107	18.978.762	33.917.835	30.683.215

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/17		31/12/16	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	322.467	21.616	312.593	22.606
Créances douteuses	186.369	31.562	189.625	45.665
Créances compromises	1.892.263	1.257.460	1.586.112	1.099.106
TOTAL	2.401.099	1.310.638	2.088.330	1.167.377

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	420.776	49.216	125.616	345.143	198.430	18.472	27.546		189.356	155.787
- Droit au bail	71.558	4.285	0	75.843	100	0	0		100	75.743
- Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0		0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	344.718	44.931	124.549	265.099	193.830	18.472	27.246		185.056	80.044
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	4.500	0	300	4.200	4.500	0	300		4.200	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.494.834	183.911	5.348	1.673.397	923.022	73.567	760		993.706	679.691
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	610.179	70.822	4.584	676.417	283.864	20.938	0		302.678	373.739
. Terrain d'exploitation	21.272	0	0	21.272	0	0	0		0	21.272
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	586.384	70.822	2.876	654.330	280.953	20.911	0		301.863	352.467
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	2.523	0	1.708	815	788	27	0		815	0
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	356.085	25.260	764	380.581	294.651	20.150	760		314.042	66.539
. Mobilier de bureau d'exploitation	62.447	4.089	2	66.534	45.225	3.295	2		48.518	18.015
. Matériel de bureau d'exploitation	41.836	4.776	40	46.573	33.249	2.208	35		35.421	11.152
. Matériel Informatique	235.670	14.247	158	249.759	204.237	12.932	158		217.010	32.748
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5.077	994	564	5.507	4.556	308	564		4.300	1.208
. Autres matériels d'exploitation	11.055	1.153	0	12.208	7.384	1.408	0		8.792	3.416
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	528.569	87.830	0	616.399	344.507	32.479	0		376.986	239.413
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	1.399.155	176.584	177.234	1.398.433	153.338	8.561	673		163.349	1.235.084
. Terrains hors exploitation	564.628	33.556	67.219	530.965	11.300	0	0		11.300	519.665
. Immeubles hors exploitation	728.511	89.111	110.015	707.608	117.845	5.537	673		122.709	584.898
. Mobilier et matériel hors exploitation	21.446	920	0	22.366	15.593	1.657	0		17.250	5.116
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	84.570	52.924	0	137.494	10.723	1.367	0		12.090	125.405
- ECART DE FUSION ACTIF	2.994	0	0	2.994	0	0	0		0	2.994
T O T A L	3.317.759	409.712	308.198	3.419.967	1.274.790	100.599	28.978		1.346.411	2.073.556

DEPOTS DE LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/17	Total 31/12/16
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	41.565	5.752.832	11.280.292	17.074.689	15.950.535
COMPTES D'EPARGNE	-	-	4.773.462	4.773.462	4.773.462	4.411.988
DEPOTS A TERME	64.320	424.500	830.729	5.688.151	7.007.699	5.592.263
AUTRES COMPTES CREDITEURS (y compris hamish al jiddiya)	-	74.426	-	763.223	837.650	487.751
INTERETS COURUS A PAYER	884	1.401	5.343	77.410	85.038	75.228
TOTAL	65.204	541.893	6.588.904	22.582.538	29.778.538	26.517.765

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		694.480
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)		3.380
Dédutions fiscales sur opérations courantes (-)		129.212
Résultat courant théoriquement imposable (=)		568.648
Impôt théorique sur résultat courant (-)		210.400
Résultat courant après impôts (=)		484.080
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		Néant

TABEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

(en milliers MAD)

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	110.315	421	109.894	132.393	21.639	300
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	140.239	34.668	105.572	105.797	226	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
TOTAL	250.554	35.088	215.466	238.191	21.865	300

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	1.525.718	1.525.718	1.479.000	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1.522.535	1.522.535	1.479.000	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKIK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	3.183	3.183	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	609.995	616.390	119.700	20.317	491	491
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	121.548	119.755	119.700	80	120	120
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKIK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	488.447	496.635	-	20.237	370	371
TITRES D'INVESTISSEMENT	2.487.693	2.499.212	2.425.600	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2.487.693	2.499.212	2.425.600	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKIK	-	-	-	-	-	-

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/17	Total 31/12/16
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	700.497		97.683	432.833	1.231.013	1.408.822
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	505.848	-	505.848	-
- au jour le jour	-	-	505.848	-	505.848	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	400.522	484.421	884.943	544.293
- à terme	-	-	400.522	484.421	884.943	372.890
- au jour le jour	-	-	-	-	-	171.403
PRETS FINANCIERS	-	-	421.276	-	421.276	422.129
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF						
- Mourabaha						
- Salam						
- Autres financements participatifs						
AUTRES CREANCES (y compris Hmishg Al jiddiya)	-	3.186	-	411	3.597	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	-	1.309	168	1.477	38
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	1	-	1	2
- dont créances en souffrance sur financement participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	700.497	3.186	1.426.640	917.832	3.048.156	2.375.284

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	19
Opérations diverses sur titres(débiteur)	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	19
Débiteurs divers	717.387
- Sommes dues par l'Etat	698.117
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	891
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	18.379
Valeurs et emplois divers	956
- Valeurs et emplois divers	956
Comptes d'ajustement de hors bilan (débiteur)	10.379
Comptes d'écart sur devises et titres (débiteur)	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	28.032
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	154.635
- Produits à recevoir	142.645
- Charges constatées d'avance	11.990
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	48.236
Créances en souffrance sur opérations diverses	83.913
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	83.334
TOTAL	960.223

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	2.925
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	648.469
- Sommes dues à l'Etat	521.094
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	19.546
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	237
- Sommes dues au personnel	13.323
- Fournisseurs de biens et service	38.890
- Divers autres Créditeurs	55.378
Comptes d'ajustement de hors bilan	655
Comptes d'écart sur devises et titres	-
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	807
Charges à payer et produits constatés d'avance	193.166
- Charges à payer	182.999
- Produits constatés d'avance	10.167
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	283.801
TOTAL	1.129.823

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/17	31/12/16
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	1751	1716
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	537	542
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1214	1174
Cadres (équivalent plein temps)	1300	1270
Employés (équivalent plein temps)	451	446

CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/16	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/17
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	950.675	22.598	-	973.273
Réserve légale	166.484	22.598	-	189.082
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784.192	-	-	784.192
Capital	2.660.809	-	-	2.660.809
Capital appelé	2.660.809	-	-	2.660.809
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	415.887	-415.887	472.740	472.740
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	451.964	-451.964	445.539	445.539
TOTAL GENERAL	4.479.335	-845.253	918.279	4.552.361

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Capital Social:	Nombre d'actions ou de parts sociales :	Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH
	26 608 085	

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	65,88%	65,88%
SANAD (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.559.043	5,86%	5,86%
ATLANTA (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.518.457	5,71%	5,71%
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	HOLDING	33.373	0,13%	0,13%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1.246.608	4,69%	4,69%
DIVERS / Flottant en bourse	-	-	4.720.185	17,74%	17,74%
Total	-	-	26.608.085	100%	100%

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE 2017

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	B. AFFECTATION DES RESULTATS	-
. Report à nouveau	415.887	. Réserve légale	22.598
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	451.964	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	372.513
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	472.740
TOTAL A	867.852	TOTAL B	867.852

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Produits sur titres de placement (de propriété)	43.157
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	292
- Autres produits sur titres de propriété	42.866
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	88.183
- Dividendes sur titres de participation	85.473
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	2.709

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/17	31/12/16
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	11.871.359	5.243.103
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	102.317	152.455
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	102.317	152.455
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5.548.244	3.971.536
Crédits documentaires import	409.216	173.382
Acceptations ou engagements de payer	199.365	52.345
Ouvertures de crédit confirmés	4.301.103	3.425.150
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	638.559	320.659
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5.417.274	824
Crédits documentaires export confirmés	866	824
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	5.416.409	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	803.524	1.118.288
Garanties de crédits données	794.725	513.473
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	377.209
Autres cautions et garanties donnés	-	218.784
Engagements en souffrance	8.799	8.822
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	6.090.214	5.959.990
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	6.090.214	5.959.990
Garanties de crédits	6.090.214	5.959.990
Autres garanties reçues	-	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES (en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
COMMISSIONS RECUS	23.192	208.311
Commissions sur fonctionnement de compte	-	49.844
Commissions sur moyens de paiement	-	85.122
Commissions sur opérations de titres	-	209
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	9.945
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	41.675
Produits sur activités de conseil et d'assistance	23.192	-
Autres produits sur prestations de service	-	13.956
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	7.561
Commissions sur opérations de change billet	-	-
COMMISSIONS VERSEES	-	15.011
Charges sur moyens de paiement	-	14.983
Commissions sur achat et vente de titres	-	29
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES (en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3.754
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	918.866
Créances sur la clientèle	476.761
Autres actifs	45
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	1.399.428
PASSIF :	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	219.372
Dépôts de la clientèle	130.448,27
Autres passifs	92
TOTAL PASSIF	349.912
HORS-BILAN :	
ENGAGEMENTS DONNES	619.687
ENGAGEMENTS RECUS	-

MARGE D'INTERET (en milliers MAD)

Libellé	31/12/17	31/12/16
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1.846.253	1.762.055
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	48.850	24.790
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	93.273	91.598
Total intérêts et produits assimilés	1.988.376	1.878.442
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	383.576	329.342
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	49.579	41.912
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	310.343	325.731
Total intérêts et charges assimilés	743.498	696.985
Marge d'intérêts	1.244.878	1.181.457

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ (en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	43.300
Perte sur titres de transaction	10.065
Résultat sur titres de transaction	33.235
Plus-values de cession sur titres de placement	4.736
Moins-values de cession sur titres de placement	3.165
Résultat sur titres de placement	1.571
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
Résultat sur engagements sur titres	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-
Produits sur opérations de change	37.194
Charges sur opérations de change	1.443
Résultat sur opérations de change	35.751

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE (en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	994.561	418.333	67.875	280.333	47.250	1.808.353
Créances sur la clientèle	1.286.080	1.741.802	4.838.565	9.684.686	12.903.398	30.454.533
Titres de créance	803.674	-	981.124	296.248	474.816	2.555.863
Créances subordonnées	26.000	-	-	-	104.000	130.000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3.110.316	2.160.136	5.887.565	10.261.267	13.529.465	34.948.748
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	30.514	-	30.514	152.570	-	213.599
Dettes envers la clientèle	987.527	2.064.824	3.824.378	205.257	140	7.082.126
Titres de créance émis	63.078	234.558	525.048	7.459.588	41.252	8.323.526
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	2.000.000	2.000.000
TOTAL	1.081.120	2.299.382	4.379.940	7.817.416	2.041.392	17.619.250

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Charges de personnel	477.936
Salaires et appointements	211.895
Primes et Gratifications	162.821
Autres rémunérations du personnel	
Charges d'assurances sociales	54.761
Charges de retraite	28.439
Charges de formation	9.499
Autres charges de personnel	10.521
Impôts et taxes	24.114
Taxe urbaine et taxe d'édilité	4.354
Patente	13.255
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-
Taxes sur les véhicules	37
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6.467
Charges extérieures	164.661
Loyers de crédit-bail	20.622
Loyers de location simple	31.644
Frais d'entretien et de réparation	62.602
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	29.853
Primes d'assurance	5.890
Frais d'actes et de contentieux	648
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	13.403
Transport et déplacement	167.154
Transport et déplacement	22.635
Mission et réception	1.427
Publicité, publication et relations publiques	49.918
Frais postaux & de télécommunication	34.113
Frais de recherche et de documentation	3.533
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	7.177
Fournitures de bureau et imprimés	5.478
Autres charges externes	42.872
Autres charges d'exploitation	21.738
Frais préliminaires	7.581
Frais d'acquisition d'immobilisation	2.103
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1.789
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	959
Diverses autres charges générales d'exploitation	9.305
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	100.599
Immobilisations incorporelles d'exploitation	18.472
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	82.128
Immobilisations corporelles hors exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS

(en milliers MAD)

Libellé	Opérations de couverture
Opérations de change à terme	9.465
Devises à recevoir	124.671
Dirhams à livrer	123.421
Devises à livrer	766.083
Dirhams à recevoir	774.299
Dont swaps financiers de devises	-
Engagements sur produits dérivés	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Autres produits bancaires	48.498
Divers autres produits bancaires	44.743
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	2.000
Produits des exercices antérieurs	15
Divers autres produits bancaires	42.728
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	3.755
Autres charges bancaires	58.853
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	58.733
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	46.279
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	
Divers autres charges bancaires	12.453
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	120
Produits d'exploitation non bancaires	48.065
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	21.865
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-
Produits accessoires	6.336
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	19.864
Charges d'exploitation non bancaires	300
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	300
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	296.933
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	1
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	296.803
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	129
Pertes sur créances irrécouvrables	5.648
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	4.569
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	1.079
Autres dotations aux provisions	15.049
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	15.049
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	154.735
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements de crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	153.542
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	1.193
Récupération sur créances amorties	61.030
Autres reprises de provisions	51.871
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	77
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	552
Reprises de provisions pour autres risques et charges	51.241
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	1
Produits non courants	26.855
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	26.855
Charges non courantes	75.966
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	75.966

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/17	31/12/16	31/12/17	31/12/16
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	23	20	5.511.707	5.060.853
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

TITRES DE CREANCES EMIS (y compris les dettes subordonnées)

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	IC NE	MT NON AMORTI + IC NE
Obligations ordinaires garanties	21/04/03	6,20	15	Amortissement constant	N	21/04/17	21/04/18	600.000	40.000	1.733	41.733
Obligations ordinaires garanties	11/06/04	5,32	15	Amortissement constant	N	11/06/17	11/06/19	499.950	66.660	1.982	68.642
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	5,30	10	IN FINE	O	08/05/17	08/05/22	615.000	615.000	21.254	636.254
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	4,50	10	IN FINE	O	08/05/17	08/05/22	385.000	385.000	8.069	393.069
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/17	09/01/25	53.300	53.300	2.476	55.776
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/17	09/01/25	626.500	626.500	29.107	655.607
Obligations subordonnées	09/01/15	3,70	10	IN FINE	O	09/01/17	09/01/25	320.200	320.200	10.320	330.520
Obligations subordonnées	15/12/16	3,82	10	IN FINE	O	15/12/17	15/12/26	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	15/12/16	2,97	10	IN FINE	O	15/12/17	15/12/26	960.600	960.600	1.356	961.956
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES								4.099.950	3.106.660	76.366	3.183.026
BHBM	01/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	01/08/16	01/08/18	171.920	15.643	437	16.080
BHBM	01/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	01/11/16	01/11/18	84.000	5.708	70	5.778
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	02/05/16	02/05/19	129.270	23.167	1.076	24.244
BHBM	02/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	02/08/16	02/08/18	6.640	604	17	621
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuité constante	N	02/09/16	02/09/20	130.770	34.006	782	34.789
BHBM	05/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	05/03/16	05/03/18	240	22	1	23
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	05/05/16	05/05/19	29.100	5.215	239	5.455
BHBM	06/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	06/03/16	06/03/18	118.260	10.767	593	11.360
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	06/05/16	06/05/19	63.240	11.334	518	11.852
BHBM	07/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	07/03/16	07/03/18	7.770	707	39	746
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	07/05/16	07/05/19	7.770	1.393	63	1.456
BHBM	08/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	08/03/16	08/03/18	43.800	3.988	218	4.206
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuité constante	N	10/04/16	10/04/22	250.000	57.881	2.459	60.340
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuité constante	N	11/02/16	11/02/20	210.000	39.471	2.509	41.980
BHBM	11/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	11/03/16	11/03/18	2.670	243	13	256
BHBM	12/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	12/03/16	12/03/18	4.980	453	24	478
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuité constante	N	13/03/16	13/03/23	370.000	111.001	4.909	115.909
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	13/05/16	13/05/19	22.200	3.979	177	4.155
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuité constante	N	13/07/16	13/07/23	242.700	106.887	2.675	109.562
BHBM	13/12/00	7,38	18	Annuité constante	N	13/12/16	13/12/18	1.290	123	0	123
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuité constante	N	17/01/16	17/01/22	160.000	38.699	2.179	40.878
BHBM	18/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	18/10/16	18/10/18	140.000	9.513	144	9.658
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuité constante	N	20/01/16	20/01/22	381.400	147.181	8.134	155.315
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	20/11/16	20/11/19	400	71	1	72
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuité constante	N	21/07/16	21/07/19	116.400	20.788	644	21.431
BHBM	23/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/18	70.000	4.757	67	4.824
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/19	100.000	18.016	243	18.259
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	24/10/16	24/10/19	150.000	27.024	360	27.384
BHBM	25/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	25/10/16	25/10/18	56.000	3.805	52	3.858
BHBM	26/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/18	58.400	5.556	40	5.596
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/19	295.800	52.826	359	53.185
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	27/04/16	27/04/20	320	84	4	88
BHBM	27/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	27/08/16	27/08/18	86.950	7.911	184	8.095
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuité constante	N	28/05/16	28/05/20	58.400	15.318	650	15.968
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	30/04/16	30/04/20	178.240	46.827	2.250	49.077
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuité constante	N	31/12/16	31/12/19	210.000	27.197	5	27.202
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME								3.958.930	858.166	32.137	890.303
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	O	29/05/17	29/05/19	5.000	5.000	89	5.089
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	O	31/07/17	31/07/18	150.000	150.000	3.544	153.544
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	O	25/12/17	25/12/18	100.000	100.000	109	100.109
CDN	23/01/14	5,53	5	IN FINE	O	23/01/17	23/01/19	100.000	100.000	5.197	105.197
CDN	22/05/14	4,42	5	IN FINE	O	22/05/17	22/05/19	707.000	707.000	19.178	726.178
CDN	03/11/14	3,91	5	IN FINE	O	03/11/17	03/11/19	300.000	300.000	1.896	301.896
CDN	19/02/15	3,15	3	IN FINE	O	19/02/17	19/02/18	190.000	190.000	5.182	195.182
CDN	19/02/15	3,48	5	IN FINE	O	19/02/17	19/02/20	118.000	118.000	3.555	121.555
CDN	22/05/15	3,80	5	IN FINE	O	22/05/17	22/05/20	400.000	400.000	9.328	409.328
CDN	20/01/17	2,60	1	IN FINE	O	-	19/01/18	30.000	30.000	750	30.750
CDN	23/01/17	3,00	3	IN FINE	O	-	23/01/20	15.000	15.000	423	15.423
CDN	20/01/17	3,15	4	IN FINE	O	-	20/01/21	30.000	30.000	896	30.896
CDN	20/01/17	3,30	5	IN FINE	O	-	20/01/22	30.000	30.000	938	30.938
CDN	25/04/17	3,30	5	IN FINE	O	-	25/04/22	600.000	600.000	13.616	613.616
CDN	05/05/17	3,33	5	IN FINE	O	-	05/05/22	300.000	300.000	6.596	306.596
CDN	25/05/17	3,10	4	IN FINE	O	-	25/05/21	300.000	300.000	5.631	305.631
CDN	30/06/17	3,15	4	IN FINE	O	-	30/06/21	420.000	420.000	6.706	426.706
CDN	31/07/17	2,85	2	IN FINE	O	-	31/07/19	1.152.900	1.152.900	13.863	1.166.763
CDN	28/09/17	3,30	5	IN FINE	O	-	28/09/22	605.000	605.000	5.196	610.196
CDN	13/11/17	2,70	2	IN FINE	O	-	13/11/19	493.800	493.800	1.790	495.590
CDN	13/11/17	2,85	3	IN FINE	O	-	13/11/20	312.000	312.000	1.194	313.194
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT								6.358.700	6.358.700	105.675	6.464.375
TOTAL GENERAL								14.417.580	10.323.526	214.179	10.537.704

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (en milliers MAD)

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
- Activité bancaire	1.652.911	744.551	645.369
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	1.652.911	744.551	645.369
2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
- MAROC	1.652.911	744.551	645.369
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	1.652.911	744.551	645.369

CREANCES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Ets. De cred. & Assim.	Apparentes Eses financiere Eses non financiere Autres apparentes	Exercice 2017	Exercice 2016
Créances subordonnées	130.000	130.000	-	130.000	130.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	130.000	130.000	-	130.000	130.000
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissements de crédits et assimilés	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-
ICNE	19	19	-	19	19

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Total 31/12/17	Total 31/12/16
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	84.318	8.080	92.398	74.854
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	400.000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	400.000
EMPRUNTS FINANCIERS	3.967	-	-	213.599	217.566	265.475
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	12.671	446.732	-	2.274	461.677	86.325
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	-	3.135	3.135	7.310
TOTAL	16.639	446.732	84.318	227.088	774.776	833.964

COMPTES DE LA CLIENTELE (en nombre)

	31/12/17	31/12/16
Comptes courants	34.173	28.934
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	21.726	18.577
Autres comptes chèques	638.305	461.749
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	261.270	223.224
Comptes à terme	1.836	1.588
Bons de caisse	526	447
Autres comptes de dépôts	1.655	912

PROVISIONS (en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/16	Dotations	Reprises	Encours 31/12/17
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1.520.623	304.420	157.926	1.667.117
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (y compris FP)	21	1	-	22
Créances sur la clientèle (y compris FP)	1.167.375	296.803	153.542	1.310.637
Titres de placement et d'investissement (y compris certificats de Sukuk)	4.126	120	3.755	491
Titres de participation et emplois assimilés	201.724	-	77	201.647
Dépôts d'investissements placés	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Immobilisations en Ijara	-	-	-	-
Autres actifs	147.377	7.496	552	154.321
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	292.123	7.682	52.434	247.371
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.738	129	1.193	673
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	222.195	1.845	43.447	180.593
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (y compris provisions pour risques sur Moudaraba)	68.190	5.708	7.793	66.105
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	1.812.746	312.101	210.359	1.914.489

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (en milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice	Operations comptables de l'exercice	Declarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
	1	2	3	
A. TVA collectée	135.626	245.650	210.624	170.652
B. TVA à récupérer	9.524	78.056	73.546	14.034
Sur charges	7.858	61.087	58.024	10.921
Sur immobilisations	1.666	16.969	15.522	3.113
C. TVA due ou crédit de TVA (A-B)	126.101	167.594	137.078	156.618

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Non apparente	Ets. De cred. & Assim.	Apparentes Eses financiere Eses non financiere Autres apparentes	Exercice 2017	Exercice 2016
Dettes subordonnées	2.043.329	2.043.329	-	-	-	2.043.329
Dettes subordonnées à durée déterminée	2.000.000	2.000.000	-	-	-	2.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	2.000.000	2.000.000	-	-	-	2.000.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée indéterminée auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée indéterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	43.329	43.329	-	-	-	43.329

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Ex 2017

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 decembre 2017

. Date d'établissement des états de synthèse (2) janvier 2018

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

SITUATION DES PARTICIPATIONS

(en milliers MAD)

Titre	Capital Social	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 décembre 2017			Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice	
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net		
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES					3.884.304	-	684.148	40.200	643.948	-		51.506
SOFAC	193.200	100,00	1.281.001	66,30%	454.861	-	454.858	31/12/16	297.699	61.248	33.306	
Umnia BANK	300.000	100,00	1.200.000	40,00%	120.000	-	120.000	-	-	-	-	
CIH COURTAGE	100.000	100,00	1.000.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/16	19.202	18.105	18.200	
SANGHO	500	100,00	5.000	100,00%	500	-	500	-	-	-	-	
LE TIVOLI	44.462	100,00	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/16	25.621	-2.304	-	
RHOSN ENNAKHIL	100	100,00	1.000	100,00%	200	200	-	31/12/16	-10	-22	-	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES					7.373.559	-	1.239.962	161.447	1.078.515	-	33.967	
MAROCLEASING	277.677	100,00	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/16	12.866	4.362	15.111	
ATLANTA	601.904	10,00	6.019.844	10,00%	409.372	-	409.372	31/12/16	841.867	160.630	12.040	
AJARINVEST	7.000	100,00	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/16	6.783	-217	-	
MAGHREB TITRISATION	5.000	100,00	12.167	24,33%	1.217	-	1.217	31/12/16	12.866	4.362	1.217	
CM1	98.200	100,00	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/16	182.731	83.632	5.600	
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000	100,00	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/14	21.519	216	-	
INTERBANK	11.500	100,00	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/14	12.489	140	-	
SGFG	1.000	100,00	588	5,88%	59	-	59	-	-	-	-	
SBVC casablanca	387.518	100,00	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/16	426.258	38.740	-	
MAROCLEAR	100.000	5.000,00	275	1,38%	275	-	275	31/12/16	271.712	9.381	-	
DAR AD-DAMANE	75.000	250,00	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-	
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	-	750	750	-	-	-	-	-	
PALM-BAY	100.000	1.000,00	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-	
SIDI IIFNI	100	100,00	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-	
SIDETSA	6.100	100,00	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-	
SUD LUXE	300	100,00	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-	
IMEG C/C	2.100	100,00	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-	
SICOPAR	37.000	500,00	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-	
IDMAJ SAKANE	20.000	100,00	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/14	48.314	3.014	-	
SED FES	10.000	100,00	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-	
SMIT	100.000	100,00	219	0,02%	10	-	10	31/12/14	216.548	-4.961	-	
ADER-FES	35.000	100,00	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-	
NEW SALAM	215.000	100,00	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-	
HMST (Ex SCI NATHALIE)	3.000	100,00	30.000	100,00%	5.194	5.194	-	31/12/16	-15.435	-16.986	-	
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	122.219	-	122.219	-	-	-	-	
SCI NATHALIE DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	111	111	-	-	-	-	-	
TITRES DE MOUCHARAKA										-		
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TITRES DE MOUDARABA										-		
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL					11.257.863	-	1.924.110	201.647	1.722.463	-	-	85.473

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE (Risques > 10% FP)

(en milliers MAD)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont Crédits par décaissement	Crédits par signature (De financement et de garantie donnés)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et des déductions
7	9.042	3.268	5.362	411	5.998

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	17.118.413	-	-
Hypothèques	70.372.630	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	9.710.217	-	-
TOTAL	97.201.260	-	-
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 000	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	2 000	-	-

RESEAU

(en nombre)

	31/12/17	31/12/16
Guichets permanents	267	257
Guichets périodiques	0	0
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	362	292
Succursales et agences à l'étranger	0	0
Bureaux de représentation à l'étranger	0	0

TABEAU DE PASSAGE RC AU RF

(en KDH)

Résultat Avant Impôt		645.369
Réintégrations	A + B	34.323
Pénalités et majorations fiscales exploitation et hors exploitation	2.390	
Pénalités et majorations douanières offices de change AMMC etc.	3	
Charges S / Ex Antérieurs & A.Charges.ND	959	
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service	116	
A Total réintégrations 1	3.468	
PRG non affectée	0	
PRG promotion immobilière collective	1.845	
Diverses autres provisions PRG	0	
PRC non affectée	0	
Provision pour débiteur divers -régularisation ATD etc. ,,,	0	
Impôt contribution Compl non ded	29.010	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES	30.855	
Déductions	C+D	139.612
Produits des participations	85.473	
Autres revenus titres de propriétés activité portefeuille	292	
C Total déductions 1	85.765	
Reprises provisions sur PRC	0	
Reprises provisions sur CES	10.400	
Reprises sur PRG	43.447	
D Total deductions2	53.847	
Résultat Brut Fiscal	I+II-III	540.080
Reports Déficitaires antérieurs		
Amortissements fiscalement différés	0	
Déficit exploitation reportable	0	
Résultat Net Fiscal	IV-V	540.080
IS Brut avant imputation credit CM	VI**%IS	199.829
Credit Cotisation minimale		0
IS de l'exercice	VII-VIII	199.829
Résultat Net	I-IX	445.539



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

**Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca**

**RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de KMAD 6 595 691 dont un bénéfice net de KMAD 445 539.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2017 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Casablanca, le 15 février 2018

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 0522 64 48 00 - Fax: 05 22 29 66 79

COOPERS AUDIT

COOPERS AUDIT MAROC
Siège: 83 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour
CASABLANCA
Abdelaziz ALMECHATT
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Associé